

SOMMAIRE

- Des enquêtes au cœur
- Présentation à Bruxelles
- A venir

Entendant poursuivre les objectifs d'information de la première newsletter du projet CAP-IRE, cette seconde édition présente un point de l'avancée des activités, avec une attention particulière sur la composante française de ce projet européen incluant 11 partenaires répartis dans neuf pays différents.

Des enquêtes au cœur

Un certain nombre d'analyses sur les différents impacts de la Politique Agricole Commune (PAC) sont amenées à être conduites dans le cadre du projet CAP-IRE.

Ces différentes analyses reposent sur un certain nombre de données, liées aux thématiques considérées, et récoltées par le biais d'enquêtes conduites majoritairement auprès d'agriculteurs, mais également pour certains pays, auprès d'acteurs de la sphère rurale.

Ainsi en France (c'est-à-dire dans les Régions Centre et Midi-Pyrénées), une première enquête auprès de 10 agriculteurs (majoritairement des membres des Comités Locaux) a permis de collecter des données approfondies et de tester la validité et la faisabilité d'une enquête à plus large échelle. Sur l'ensemble des 11 régions d'études du projet, 60 agriculteurs ont ainsi été enquêtés.

A l'issue de cela, une seconde enquête de plus grande ampleur a été réalisée dans toutes les zones d'études. Dans les neuf pays européens concernés, ce sont ainsi au total près de 2300 agriculteurs qui ont été enquêtés sur des questions relatives à leur ménage, leur exploitation, leur ressenti sur la PAC, leur stratégie actuelle et celle qu'ils adopteraient en cas de suppression de la PAC en 2013.

En France, un échantillon représentatif de 500 agriculteurs bénéficiaires de la PAC a été tiré au sort à partir des bases de données de l'ARASEA Centre et l'ASP Midi-Pyrénées dans chacune des deux zones d'études.

Sur cette base, les enquêtes ont été réalisées en avril-mai 2009 pour la Région Centre (140 agriculteurs) et en août-septembre 2009 pour la Région Midi-Pyrénées (155 agriculteurs).

L'analyse des résultats de cette enquête, au regard des différentes thématiques abordées par le projet et des priorités déclarées par les Comités Locaux des régions, est actuellement en cours.

Présentation à Bruxelles

L'ensemble des partenaires du projet a tenu une réunion à Bruxelles le 14 octobre 2009 avec les services de la Commission Européenne (partenaire financier du projet) afin de présenter l'avancée à mi-parcours du projet CAP-IRE.

Cette réunion avait pour objectif de rappeler les objectifs du projet ainsi que la méthodologie employée, et de présenter une première série de résultats préliminaires liés à l'enquête conduite à grande échelle auprès de 2300 agriculteurs européens

N°2, Décembre 2009**Titre du projet**

Evaluation des différents impacts de la Politique Agricole Commune (PAC) sur l'économie rurale

Acronyme

CAP-IRE

N° de contrat

FP7-216672

Date de démarrage

1^{er} janvier 2008

Durée

36 mois

Financier

Commission Européenne

Budget

1,8 M€

Site internet

www.cap-ire.eu

Coordinateur scientifique

Davide Viaggi
(Université de Bologne, Italie)

Partenaire français

INRA, UMR "SMART"
4, allée Adolphe Bobierre
CS61103
35011 Rennes Cedex
<http://www.rennes.inra.fr/smart>

Contact pour la France

Laure Latruffe
Tél.: 02.23.48.53.93
Fax: 02.23.48.53.80
laure.latruffe@rennes.inra.fr



Une analyse **très préliminaire** menée **sur l'ensemble de l'échantillon européen** (2300 exploitations) permet ainsi de prédire une disparition de 25% des exploitations d'ici à 10 ans, et que cette tendance serait doublée en cas de suppression totale de la PAC en 2013. Cependant ces résultats sont contrastés de façon significative selon les zones d'études concernées.

Les résultats intermédiaires du projet mettent en relief trois messages clés principaux :

- (i) la nécessité de re-spécifier les objectifs et les rôles de la politique, en prenant par exemple mieux en compte l'aspect environnemental de l'agriculture et sa contribution aux dynamiques socio-économiques des zones rurales ;
- (ii) la nécessité de prendre en compte les spécificités régionales et agricoles lors de la définition des politiques ;
- (iii) la nécessité d'améliorer les évaluations des politiques, et notamment les méthodes d'évaluation ainsi que les outils de prévision.

Cependant, ce ne sont là que des pistes intermédiaires de réflexion qui ne doivent être considérées ni comme finales, ni comme définitives.

Au vu des remarques exprimées par les services de la Commission Européenne, il apparaît par ailleurs un net besoin de clarification des méthodes employées (notamment en matière de recueil de données), et ce notamment afin de faciliter l'interprétation future des résultats.

Cependant, la principale préoccupation concerne la définition des scénarios d'analyse, qui doivent autant se faire que peut, se situer au plus près des préoccupations et des priorités définies par les Comités Locaux et le Comité Consultatif.

Ainsi, en fonction des spécificités nationales et régionales propres à chacune des zones d'études du projet, il pourra être envisagé, dans la définition des scénarios, de prendre en compte des éléments tels que la fourniture des biens publics, l'augmentation du budget de la PAC ou au moins l'augmentation des paiements unitaires, ou encore la prise en compte de leviers institutionnels situés à différents niveaux politiques ou géographiques afin de considérer les problématiques liées à la gouvernance des territoires et/ou des filières.

A venir

Les données récoltées au cours des différentes enquêtes font actuellement l'objet d'analyses approfondies dans le cadre de chacune des six thématiques de recherche du projet, avec des approfondissements à l'échelle de quelques zones d'études ciblées.

Ainsi, à titre d'exemple, une analyse portant spécifiquement sur des thématiques liées aux innovations en Région Midi-Pyrénées, et à la durabilité environnementale en Région Centre, seront conduites en France.

Enfin, en matière d'interaction avec les acteurs locaux, une seconde réunion avec les Comités Locaux est envisagée au cours du printemps 2010 afin de soumettre aux experts les résultats préliminaires des différentes analyses, et de recueillir leur point de vue concernant ces résultats, leur interprétation et les orientations de recherche à effectuer pour la fin du projet (décembre 2010).

